

# DÉCOLONISATIONS, GUERRES DE MÉMOIRES ET HISTOIRE

Claude LIAUZU\*

Cet essai historiographique, qui se veut à la fois un état des questions sur le Maghreb contemporain (l'Algérie, la Tunisie et le Maroc) et une interrogation sur les fonctions sociales de l'histoire, doit beaucoup à un travail qui avait été engagé à l'occasion de la création de l'AFEMAM, en 1987. On en trouvera la synthèse dans la seconde *Lettre* de l'association. Depuis, en dehors d'un essai de Daniel Rivet (1992), cette initiative n'a pas eu de suite importante. Signalons cependant *Tiers Monde qu'en savons-nous?*, élaboré par le GEMDEV en 1989, dont la partie historiographique a été malheureusement surtout centrée sur l'Afrique noire (GEMDEV, 1991). Un article récent de Jean-Louis Triaud dans *Esprit* souligne la façon dont notre tradition scientifique a (mal)traité le monde musulman (Triaud, 1998).

À l'importance d'une réflexion sur nos connaissances et leurs conditions d'élaboration, il faut ajouter l'acuité des problèmes de mémoire collective liés aux crises des décolonisations. Le procès en diffamation concernant le 17 octobre 1961 que Maurice Papon a intenté à Jean-Luc Einaudi, auteur de *La bataille de Paris* (Seuil, 1991), le montre avec force. Ce jour-là, en effet, une manifestation de protestation contre le couvre-feu imposé aux « Français Musulmans originaires d'Algérie », ainsi désignés par le vocabulaire administratif du temps, a été réprimée avec une violence sans équivalent dans l'histoire des manifestations de rue. Quel en est le nombre de morts? Quelle est la nature de ce massacre? Comment en est-on arrivé là? La vérité peine à faire son chemin. Ce procès aura eu au moins le mérite de placer sous les lumières médiatiques « un passé qui ne passe pas »<sup>1</sup>, de souligner le poids de l'amnésie officielle, du silence de l'État, et la violence des guerres de mémoires. Tout cela rappelle aux historiens leurs responsabilités, à la fois scientifiques, pédagogiques et citoyennes.

Les pages qui suivent sont consacrées, en fonction de cette double préoccupation, à quelques questions. Dans quelles conditions les décolonisations ont-elles entraîné une transformation des études sur le Maghreb en France? Avec quels résultats et quelles limites? Quarante ans après, alors que l'histoire anticolonialiste s'est essouffée, peut-on définir des réorientations des recherches? Comment le domaine de l'histoire coloniale et de l'Afrique du Nord se situe-t-il dans l'école historique française? Au-delà du milieu des spécialistes, à travers l'enseignement et diverses formes de vulgarisation, quelle est l'influence de ces études? Comment peuvent-elles contribuer à dépasser les guerres de mémoires?

---

\* Professeur agrégé d'Histoire contemporaine, Paris VII.

1. Formule de Henri Rousso, Directeur de l'Institut d'Histoire du Temps Présent, à propos de Vichy. ROUSSO H. et CONAN E., *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Fayard, 1998.

Dans ce bilan très contrasté, on ne sera pas étonné de la place centrale qu'occupe la guerre d'Algérie. C'est à partir d'elle, en effet, que se sont organisées la production éditoriale et la recherche universitaire concernant les décolonisations du Maghreb.

### La guerre d'Algérie. Mille et un livres<sup>2</sup>

On pourrait en compter sans doute bien plus, en élargissant les critères retenus pour en dresser la liste, et si l'on incluait les œuvres littéraires. Encore faudrait-il y ajouter nombre de livres où la colonisation et les décolonisations apparaissent parmi d'autres thèmes.

Comment traiter une telle masse historiographique? Même sommaire, une typologie est intéressante. Elle montre que dominant à chaud, sous le coup de l'indépendance, les témoignages des acteurs, les plaidoyers des activistes, militaires et « pieds noirs », les accusations contre les trahisons de la gauche et de De Gaulle, ainsi que la dénonciation des crimes du FLN. Tous les chefs de l'OAS ont écrit, Salan, Jouhaud, Godard, Susini, etc., et récemment encore, Perez, le chef des commandos delta d'Oran (Perez, 1992). Chez les Français d'Algérie, passés les récits apocalyptiques de la fin de leur monde, s'est imposée progressivement la nostalgie, mêlée parfois à un humour recyclant interminablement la famille Hernandez et destiné à déminer, par le rire, les tensions avec la société métropolitaine. Mais quel que soit le registre du discours, ce qui fait de cette guerre un cas exceptionnel, c'est la prédominance de la mémoire des vaincus, alors que d'ordinaire ils sont soumis au silence, condamnés aussi à l'oubli. Près de 70 % des titres sont de la veine de l'Algérie française.

Quant aux fidèles de De Gaulle, ils s'attachent à justifier sa politique et défendent la raison d'État, mais de manière beaucoup plus discrète. Née dans l'illégalité d'un putsch dont les auteurs se retourneront contre elle, menant une guerre entachée de crimes (crimes perpétrés par tous les camps, est-il besoin de le préciser?) contre les nationalistes algériens mais aussi contre des Français, la V<sup>e</sup> République a du mal à raconter ses origines.

Les anticolonialistes, eux, sont restés, pendant une bonne décennie sur la réserve pour des raisons diverses. Beaucoup, déçus par l'Algérie de Ben Bella et plus encore de Boumédiène, s'en éloignent. On peut se demander si cette discrétion ne traduit pas aussi, parfois, une forme de mépris devant la passivité de la société française face à la guerre. Ajoutons, et cela n'est pas contradictoire, que l'absence de relais de l'anticolonialisme radical dans le mouvement ouvrier, qui demeure majoritairement sous influence communiste, ainsi que la censure persistante – qui frappe des années durant, par exemple, *Octobre à Paris*, de Jacques Panijel – ont empêché l'expression des minorités politiques. La formule majorité silencieuse convient bien à un pays

---

2. Dans l'impossibilité de citer tous les titres souhaités, on renvoie aux fonds de l'IREMAM et à sa banque de données bibliographiques, qui ont aussi servi de base aux chroniques sur la guerre d'Algérie de Bruno ETIENNE, puis Guy PERVILLE dans *L'Annuaire de l'Afrique du Nord*. Cf. aussi Benjamin STORA, *Le dictionnaire des livres d'Algérie*, L'Harmattan, 1996.

qui a choisi l'amnistie et l'amnésie en obéissant à la même logique que celle qui l'a conduit à se décharger du fardeau de la guerre sur un grand homme.

Souignons enfin que, très tôt, des Algériens publient en France, et de plus en plus après la chute de Ben Bella, pour apporter leurs témoignages et critiquer le régime.

Ces quelques remarques sur ces divers types d'auteurs demeurent vraies pour l'essentiel aujourd'hui. Il faut y ajouter les générations d'après la guerre, tant chez les Pieds noirs que dans la population issue de l'immigration. Avec le temps, la thématique des décolonisations aussi a évolué. On peut donc dégager quelques phases de la production des livres.

Le premier moment éditorial fort se situe autour de 1968. Moins à cause du mouvement de mai, qui a été tendu vers l'action immédiate, qu'en raison du dixième anniversaire du 13 Mai, puis du départ de De Gaulle en 1969. C'est cette année-là que la première rubrique intitulée histoire apparaît dans les bibliographies de *L'Annuaire de l'Afrique du Nord*.

Mais l'évènement est surtout « *l'effet Courrières* », (Courrières, 1968-1971), le succès de la série d'ouvrages débutant avec les *Fils de la Toussaint*, suivi de trois autres volumes, 3 000 pages au total, jusqu'en 1971. Le genre du récit, fondé sur l'enquête d'un journaliste de talent, tend à l'emporter désormais sur le témoignage. *Historia*, avec 4 à 500 000 exemplaires hebdomadaires, tire parti de ce marché et en fait pour tous les goûts, non sans marquer sa complaisance envers les nostalgiques de l'Algérie française et les obsédés du complot nasséro-communiste. La revue publie aussi de nombreuses photographies, dont quelques faux évidents. Autre réussite quant aux tirages, *La vraie bataille d'Alger*, paru en 1971 en réaction contre le film italo-algérien de Pontecorvo, et réédité en 1997, où le général Massu, qui persiste à mettre FLN et ALN entre guillemets, critique l'incapacité du contingent et reconnaît de manière embarrassée, mais nette, la pratique de la torture. Une série de protestations, dont celle de Pierre Vidal-Naquet, s'en suit, marquant le retour des défenseurs des droits de l'homme dans le débat sur la guerre d'Algérie (Vidal-Naquet, 1983, 1989, 1998).

Cependant, ces polémiques et la courbe statistique des publications retombent, signe que la mémoire fonctionne par à coups et que l'heure des études historiques n'est pas encore venue.

Elle arrive avec le vingtième, et surtout le trentième anniversaire de la fin de la guerre. Manuels d'histoire de la colonisation chez de grands éditeurs, colloques, productions audiovisuelles comme les *Années algériennes* de Benjamin Stora, exposition sur *La France en guerre d'Algérie*, film de Tavernier, *La guerre sans nom...* : désormais, le champ des études historiques est conséquent. 1992 est marqué aussi par des initiatives de co-édition franco-algérienne, dont celle de Manceron et Remaounn (1992), et par la publication à Alger d'une biographie de Messali, jusqu'alors interdit d'histoire dans son pays.

Ni le Maroc, ni la Tunisie n'ont déchaîné des passions aussi violentes, même si l'on retrouve à leur propos des types de témoignages, des thèmes

et des problématiques analogues. C'est la population juive surtout qui a suscité la production la plus importante et la plus originale (Sebag, 1996). Outre leur intérêt pour la connaissance de cette population (Bénabou, 1997), ces livres – essais, littérature romanesque, biographies, histoires... – fournissent un riche point de vue sur les rapports interethniques, dont le plus remarquable est sans aucun doute le *Portrait du colonisé* de Albert Memmi (1966).

Une constatation doit être soulignée : les universitaires viennent donc longtemps après les témoins, les journalistes et les militants. L'histoire vient aussi après la science politique, dont les premières thèses portent sur les Européens d'Algérie face à la nationalité algérienne (Étienne, 1968) et sur les libertés publiques, deux thèmes clés. Elle vient également après la sociologie qui doit à Pierre Bourdieu *Travail et travailleurs en Algérie* (Bourdieu, 1962) suivi par *Le déracinement*, élaboré avec Sayad (Bourdieu et Sayad, 1977). Enfin, les historiens étrangers – Allemands et Américains en particulier – ont précédé les Français, comme à propos de Vichy!

Une explication de ce décalage tient à la place attribuée aux archives, jugées indispensables dans notre culture de métier pour un travail véritablement historique. Or, elles ne sont consultables selon la loi de 1979, qu'après trente ans, soixante, ou plus. Les déceptions ont été grandes quand l'année 1992 n'a pas été suivie d'une ouverture aussi large que prévue des fonds de l'armée et de ceux d'Aix-en-Provence, et quand la série *La guerre d'Algérie par les documents* amorcée par le SHAT (Service Historique de l'Armée de terre) en 1989 a été interrompue dès le premier volume, qui portait sur les années 1943-1946 (SHAT, 1989). Un second volume concernant les années 1946-1954 vient d'être publié en janvier 1999 (SHAT, 1999), et depuis quelques temps les fonds du SHAT sont plus libéralement accessibles.

Il faut aussi chercher des raisons de ces lenteurs dans la difficulté de mettre en cause le consensus séculaire sur la colonisation, car les historiens étaient mal préparés à affronter intellectuellement les ruptures des indépendances. La constitution de l'histoire en tant que discipline universitaire et scolaire, autour de la *Revue Historique* ainsi que d'Ernest Lavisse dans les années quatre-vingt, est en effet contemporaine de la grande phase d'expansion outre-mer, et cette origine a conféré ses traits principaux à l'histoire coloniale. Elle a été celle de la plus grande France, volontiers patriotarde dans l'histoire bataille, exaltant la vertu civilisatrice de notre œuvre, conjuguant sentiment national et vocation universaliste. Sous l'égide de Jules Ferry, artisan de l'expansion impériale et père des lois scolaires, les héros du manuel de Bruno, *Le tour de la France par deux enfants*, best seller de la littérature enfantine – tout à la fois livre de lecture, de géographie, d'histoire, d'instruction civique et morale – ne manquent pas de faire étape à Marseille, porte de l'Orient, et à Alger. On y apprend, chemin faisant, outre l'incident du coup d'éventail, que la race noire a « les bras très longs » et que la nôtre est la plus industrielle et intelligente. Vulgate destinée à l'édification du pays profond? Il n'est que de lire les notes de Lucien Febvre dans les *Annales* sur « l'Exposition coloniale » de 1931, le « centenaire de l'Algérie »

(sic), les « ouvriers d'une grande œuvre... » pour prendre la mesure du consensus et de la bonne conscience des disciples de Marianne et Clio.

Cependant, à partir des années cinquante se produit une prise de distance envers l'idéologie coloniale, celle que symbolise Emile Félix Gautier avec *Les siècles obscurs du Maghreb* (Gautier, 1937). La redécouverte ou l'apparition de « nationalités jusqu'ici assoupies ou inaperçues » est, pour une partie de la génération qui vit les indépendances, l'évènement le plus important de son temps, comme l'affirmait Jacques Berque dans le premier numéro de la *Revue Tiers Monde*<sup>3</sup>. Des combats scientifiques animés accompagnent la guerre d'Algérie, et les études s'orientent vers l'analyse des conséquences économiques et sociales de la colonisation, la crise du monde rural (Nouschi, 1962), l'urbanisation incontrôlée, vers la découverte du colonisé sur le modèle du magnifique *Maghreb entre deux guerres* de Berque (1989). Aux pères fondateurs vont se joindre des chercheurs recrutés parmi les étudiants engagés dans la lutte contre la guerre d'Algérie, dont les vocations ont été facilitées par les possibilités de coopération avec les nouveaux États. La recherche s'organise alors en fonction de quelques paradigmes très influencés par le marxisme, – tiers monde, sous-développement, dépendance, mode de production...

Le lent travail de préparation des thèses aboutit avec les premières soutenances, en particulier celle de Mohamed Harbi sur *Les origines du FLN* en 1979 (Harbi, 1980). Mohamed Harbi est l'auteur d'une série de publications qui font la critique décapante de la mythologie nationaliste, de la théorie fanonienne de la révolution paysanne, reprise dans le discours de légitimité du FLN. Son œuvre, centrée sur les ressorts du pouvoir a mis au premier plan, avec une lucidité qui s'est malheureusement vérifiée, la violence dans la vie politique algérienne. Ces analyses dérangent alors les conformismes et inquiètent les prudents, aussi n'entrera-t-il dans l'Université française que très tard. C'est pourtant ici, grâce aux soutenances de thèses, que les réfractaires à l'histoire officielle trouvent une possibilité de s'exprimer, et la France a longtemps dispensé diplômés et légitimité en raison de la lente mise en place du système universitaire dans les pays récemment indépendants. Un répertoire des travaux universitaires (IREMAM, 1989, 1990 ; 1991, 1992) montre que les Algériens, Tunisiens et Marocains représentent la majorité des auteurs. Sans eux la recherche française n'aurait pas la même portée. Mais leurs centres d'intérêt – les problèmes des mouvements nationalistes – ne concernent qu'un public limité dans l'Hexagone.

Quant aux historiens français, leurs thèses s'attachent dans un premier temps à l'étude du XIX<sup>e</sup> siècle et du début du XX<sup>e</sup> siècle, période sur laquelle ils disposent à la fois d'archives et d'un recul. Ils consacrent aux décolonisations plutôt des essais – *L'Afrique du Nord en marche* de Charles-André Julien (1952) – que des sommes érudites. En 1964, Charles-André Julien publie aux PUF le premier tome de son *Histoire de l'Algérie de 1830 à 1870*, (Julien, 1964) que Charles-Robert Ageron poursuivra après avoir publié sa

3. n° 1, 1962.

thèse sur *Les Algériens musulmans et la France* (1990). Mais les contraintes des thèses d'État font qu'il faut attendre la fin des années soixante-dix pour que des travaux moins rares viennent à terme. Ainsi, sont soutenues en 1977 la thèse de Annie Rey sur le royaume arabe de Napoléon III (Rey, 1977), en 1978 celle de Claude Liauzu sur le mouvement ouvrier tunisien (1978), en 1979 celle de Gilbert Meynier sur l'Algérie au lendemain de la première guerre (Meynier, 1979). Heureusement, la création de la thèse de troisième cycle a apporté une souplesse au système et permis de présenter des travaux plus rapides. La consultation des listes des mémoires de maîtrise confirme un engouement étudiant certain pour l'Algérie, dû à la sensibilité tiersmondiste des années soixante-huit.

C'est bien cette tendance qui colore alors une partie de la recherche, sa partie la plus novatrice, celle qui entreprend la tâche de décoloniser l'histoire. Les impulsions ainsi données n'ont cependant pas été exemptes d'effets pervers. Jacques Berque mettait en garde contre la tentation de reconstituer le passé en fonction de la fin de la pièce, « prédire l'advenu ». Le poids des préoccupations politiques dans l'étude des décolonisations (et sans doute dans la culture des générations de 1962 et 1968) a rendu difficile l'autonomisation du champ scientifique par rapport à ces enjeux. Le tiersmondisme mêlant mauvaise conscience de la « péninsule Europe » et fascination envers les continents porteurs de l'avenir, a pu conduire à de nouveaux conformismes et conservatismes. Percy Kemp a présenté une critique impietoyable de ce qu'il appelle un néo-orientalisme, des pouvoirs qui lui sont liés, des couples improbables voire maudits constitués par les chercheurs des deux rives. Le milieu scientifique est discret sur ces rapports complexes entre spécialistes français et maghrébins. À ces défauts, ajoutons une histoire insuffisamment critique, parce que complaisante envers les jeunes pouvoirs, faite du côté des vainqueurs et sacralisant les nouveaux États.

Telles ont donc été les conditions d'une accumulation des connaissances historiques dont les résultats sont contrastés.

### **Acquis et limites des connaissances**

L'aspect militaire de la guerre d'Algérie a peu intéressé les universitaires et a été étudié surtout par des officiers. Mais, heureusement, la tradition d'étude des Bureaux arabes, des régions du Sud échappant à l'administration civile, perdure (Frémeaux, 1977, 1993).

Pour des raisons plus complexes, le contingent a été négligé pendant longtemps, alors qu'il compte les acteurs les plus nombreux du conflit, la quasi totalité des jeunes Français y ayant participé. Ce long silence a d'abord été le fait de ceux qui ont eu « vingt ans dans les Aurès », qui y ont crapahuté, tandis que la métropole, avec Brigitte Bardot, la nationale 7, et le début des Trente Glorieuses pénétrait dans l'âge de la consommation. Silence, ou refus d'entendre de la part de la société française? Car il y a tout de même eu des récits, des livres, même s'ils n'avaient certes pas tous la qualité des *Feux mal éteints* de Philippe Labro (1991) ou de *Nous, les appelés* de Jean-Pierre

Vittori (1977). La FNACA (Fédération Nationale des Anciens Combattants d'Algérie), en mal de reconnaissance de la patrie, a recueilli et publié des témoignages de grand intérêt et assuré un travail de mémoire important (FNACA, 1997). Il y aurait quantité d'études à mener sur le malaise de la seule génération de Français à avoir participé à une guerre coloniale, qui a été aussi la dernière et la plus vide de sens. Entre un lobbying destiné à obtenir le statut d'ancien combattant, comme les aînés des grandes et vraies guerres, et les *Lettres d'amour d'un soldat de vingt ans* (Daniel Higelin), entre la découverte d'une autre société, de la misère et de la quête de sa dignité par un peuple, et l'acceptation d'une guerre douteuse, c'est le fonds qui manque le moins.

La situation des Harkis, considérés comme des traîtres en Algérie, des mercenaires ici, Français par impossibilité de le leur refuser, est plus dramatique encore. Elle a été d'abord dénoncée par certains de leurs officiers, non sans parfois une dose de paternalisme colonial. Ce n'est que ces dernières années que les Harkis eux-mêmes, ou plutôt leurs enfants, ont pris la parole à l'occasion de mouvements revendicatifs et de quelques publications.

Plus que les combats donc – car il est admis que, sur le terrain, l'armée française l'a emporté –, ce sont les implications idéologiques et éthiques, l'aspect politique de la guerre qui ont donné lieu à des débats. Le dossier du nombre de victimes, cette guerre des chiffres, a fait l'objet de mises au point par Guy Pervillé (1984), après Xavier Yacono, mises au point qui en rabattent considérablement par rapport à la thèse du FLN du million, voire du million et demi de morts (*Annuaire de l'Afrique du Nord*, 1982, p. 939, 1983, p. 1001). L'ordre de grandeur sur lequel s'établit un consensus est de 300 à 500 000. Mais, sauf à cultiver une conception positiviste de l'histoire, il est surtout intéressant d'analyser les mythes du nombre nés à l'occasion d'événements surchargés de symboles, du même ordre que les morts de la Commune de Paris, de la Résistance, de la déportation..., ainsi que la place de ces mythes dans les discours de légitimité opposés (disparus européens d'Oran dans l'été 1962, Harkis massacrés, nombre de soldats blessés qui varie de 15 000 – chiffre officiel – à 400 000 selon la FNACA!...).

En raison des obstacles à la consultation des archives, et parce que les dossiers des campagnes de dénonciation des violations des droits de l'homme ont été si bien établis en leur temps qu'ils sont difficilement dépassables, on n'a pas encore de travaux universitaires à la hauteur des graves questions de la torture et des crimes de guerre. Il faudra attendre les résultats de recherches en cours sur le 17 octobre 1961, sur la justice et sur la police pour mieux connaître l'action de l'État, pour faire le tour de cette « boîte à chagrins », comme disait De Gaulle.

La guerre d'Algérie a donc été traitée surtout comme une guerre civile, une guerre franco-française, où la IV<sup>e</sup> République a sombré et où s'est imposé le gaullisme. L'opinion publique, l'information et la censure, les médias ont été tout particulièrement étudiés.

Parmi les diverses catégories sociales ce sont les intellectuels qui occupent le premier rang, au point que cette guerre a pu être étudiée comme

une guerre d'intellectuels (Liauzu (1978); Rioux, 1990; Rioux et Sirinelli, 1991). Dans cette perspective, l'anticolonialisme des grands noms de la rive gauche, celui des étudiants, des réseaux d'aide au FLN (Hamon et Rotman, 1981) a été privilégié, non sans effets de mode. On ne saurait, en effet, ignorer qu'une partie des intellectuels, à droite, défendait l'Algérie française, ni que la majorité d'entre eux a longtemps eu du mal à définir une position entre les deux camps perçus comme extrémistes. On a négligé aussi à tort l'importance du courant attaché à l'Algérie française au sein de la gauche. Des organisations comme la Ligue de l'enseignement et la Ligue des droits de l'homme, jusqu'à la présidence de Daniel Mayer, ont montré envers la radicalisation des luttes populaires algériennes et le nationalisme arabe – Nasser étant leur bête noire – une profonde méfiance. Cette méfiance ne saurait se réduire à une manifestation de notre européocentrisme – même s'il y entre pour une bonne part –, car elle renvoie aussi au problème réel de la misère de la démocratie dans le tiers monde et au Sud de la Méditerranée. Elle est une constante qu'on retrouvera lors de la guerre du Golfe et à l'encontre de l'islamisme par exemple. Elle s'inscrit en effet dans un contentieux fondamental entre notre culture héritée des Lumières et la culture arabe et musulmane. Contrairement à leur légende dorée, les intellectuels se sont donc mobilisés tardivement dans le mouvement anticolonialiste, sauf une minorité, dont André Mandouze (1998) et Pierre Vidal-Naquet (1998), en attendant Maxime Rodinson, viennent de rappeler l'itinéraire dans leurs mémoires (Rodinson, 1972).

L'histoire de la France profonde, de cette population encore en partie rurale, où les enfants de paysans ont fourni, après les ouvriers, le gros des soldats du contingent, est, au contraire, à peine entamée. La géographie complexe des attitudes face à la guerre et de sensibilités régionales très contrastées nous échappe à peu près complètement. Ainsi, en Bretagne, un sentiment de solidarité paysanne et de minorité a nourri un anticolonialisme trop méconnu.

La surdétermination idéologique de l'étude des décolonisations explique aussi la place considérable attribuée au mouvement ouvrier, à la critique des manquements, erreurs et fautes imputées au parti communiste et aux socialistes, ou à leur défense, par une histoire qui glisse souvent au procès ou au plaidoyer. Les travaux universitaires n'y échappent pas. Mais, bien ou mal posée, il y a là une vraie question. De la Seconde à la Troisième Internationale, de la SFIO à la SFIC, au-delà des aspects directement politiques et des variations tactiques de leur position, on a pu mettre en lumière les difficultés qu'ont éprouvées les forces nées de la contestation du système capitaliste à faire un sort à la question coloniale et nationale, à prendre en considération les dynamiques historiques des autres sociétés. Sur ce plan, il faut souligner que les décolonisations marquent une rupture importante. La guerre d'Algérie aura été, vue d'ici, une des étapes majeures de l'affirmation de l'extrême-gauche ainsi que de la nouvelle gauche avec la création du PSU et de la CFDT.

Le problème algérien a aussi accéléré l'évolution du christianisme progressiste et a été conjugué avec la question sociale par l'engagement des prêtres de la Mission de France. Si les rapports entre le catholicisme et l'islam en Tunisie ont été étudiés précocement (Lelong, 1970), il a fallu un certain temps pour que le ralliement d'une partie de l'Église d'Algérie à la nouvelle nation fasse l'objet de témoignages et d'essais (Chapeu, 1996 ; Duval, 1984 ; Scotto, 1993).

Quant à l'étude des partisans de l'Algérie française, elle a été, avec une belle symétrie, le quasi monopole des chercheurs de la même famille : c'est Raoul Girardet spécialiste du nationalisme, qui a confié à la collection Archives les documents de l'OAS (Girardet, 1972). Les Pieds noirs, considérés comme responsables de la guerre par leur aveuglement, par leur refus de faire la moindre place aux Algériens, ont été répudiés par la gauche, les libéraux et les gaullistes. Rejet des « métropolitains » qui confine parfois à une sorte de racisme à rebours. La parution récente du *Premier homme* de Camus (1994) – va-et-vient entre l'Algérie de 1960 et la quête des traces paternelles au début du siècle – fournit, malgré son inachèvement, un magnifique témoignage de la fin d'un monde. Tous les Pieds noirs ne se situent pas à sa hauteur, et la plupart de leurs écrits sont demeurés prisonniers d'imprécations contre la trahison ou de la nostalgie. Les rapatriés et leurs ancêtres, les immigrants venus de tous les horizons méditerranéens commencent cependant à avoir leurs spécialistes (Jordi, 1995).

Mais la nouveauté majeure de l'histoire du Maghreb tient à ce que, par un renversement de l'historiographie coloniale, c'est sur le colonisé qu'elle porte l'éclairage principal. Cela n'a pas été une mince percée scientifique que cette découverte du Maghreb des Maghrébins.

La relecture du passé autochtone a conduit à ouvrir de nouveaux dossiers. Marxisme universitaire oblige, le débat sur les modes de production – asiatique, tributaire, etc. – a occupé un temps quelques cénacles d'initiés. Les études ont été plus fécondes sur les causes de l'ankylose (Valensi, 1969), les blocages, les crises comme celle de 1864 en Tunisie et en Algérie, sur les tentatives de réformes modernisatrices du XIX<sup>e</sup> siècle et leurs limites, tout particulièrement en Tunisie, car le débarquement de 1830 n'a guère laissé le temps à l'Algérie de s'engager dans cette voie. Ce sont le poids de la domination ottomane sur la société arabe et berbère, la résistance à la conquête, les insurrections répétées jusqu'en 1871, et bien sûr, Abd el-Kader qui ont fait l'objet des recherches les plus importantes. Pour le Maroc, la longue lutte du Rif contre la France et les Espagnols, son interprétation – insoumission traditionnelle du *bled siba*, ou, au contraire première affirmation du nationalisme et d'une ambition modernisatrice – ont alimenté les débats (Ayache, 1981 ; Gallissot, 1976 ; Laroui, 1970). Avec cet épisode se pose tout le problème de la confrontation entre le discours de légitimité makhzénien ou bourgeois et le cours populaire dans l'histoire.

Sur la colonisation et ses effets, sur la crise de la société dominée, les thèmes élaborés dans les années cinquante continuent à alimenter les travaux historiques. Le déclassement, qui atteint progressivement l'ensemble de la

population, s'accompagne de reclassements partiels en fonction de deux facteurs principaux, l'économie et l'école, cette dernière ayant été particulièrement étudiée. Soumise à la critique anticolonialiste et nationaliste, « la laïque » a perdu son innocence civilisatrice. Le terme acculturation – qui date des années cinquante – est entré rapidement dans le vocabulaire courant. Les instituteurs indigènes ne sont plus vus comme des missionnaires du progrès, ce sont des agents d'influence, des médiateurs de la domination coloniale (Colonna, 1975). Il n'en reste pas moins que l'enseignement français s'impose comme détenant le monopole de la modernité (Pervillé). Modernité tronquée, délivrée avec parcimonie certes, et en fonction des besoins coloniaux, mais modernité tout de même, alors que l'enseignement ancien, du koutab à la Qarayouine ou la Zitouna, devient un refuge identitaire. La Tunisie, où les réformes de Khayreddine ont permis la création du Collège Sadiki, pépinière des leaders du mouvement national, fait exception (Sraieb, 1995).

À chaque type de colonisation correspondent, en effet, des modes de formation des élites nationales, plus plébéiennes et produites par l'activisme politique en Algérie, plus liées aux notables au Maroc. On peut regretter l'insuffisance des études comparées dans ce domaine. Mais, partout, des types sociaux nouveaux apparaissent, thème clef de la science politique américaine repris par les historiens.

Le salariat attaché aux activités du capitalisme, autre groupe produit lui aussi de la modernité, est un thème de prédilection du débat entre marxistes et weberiens. Les effets de la situation coloniale sur ce monde du travail traversé par la frontière « raciale » séparant Européens et indigènes et les rapports entre appartenances de classe et de caste, entre la conscience ouvrière et les relations interethniques, par référence au modèle métropolitain (supposé incarner l'idéal type prolétarien), sont au centre des problématiques (Benallègue, 1988 ; Gallissot, 1987 ; Liauzu, 1978). Le ralliement des petits blancs au camp ultra, l'hégémonie du nationalisme sur le prolétariat colonisé, le paroxysme d'affrontements communautaires sur quoi s'achève la période coloniale ont été autant de défis pour l'orthodoxie marxiste.

Le paradigme en fonction duquel ont été organisées les recherches durant deux décennies, la question nationale, particulièrement dans ses rapports avec le communisme, a donc suscité des controverses parfois redondantes, et qui ont cessé autant par épuisement que par les démentis du réel. Dans les années quatre-vingt, le Maghreb dont la majorité de la population, née après les indépendances, n'a plus la même mémoire des luttes de libération, voit se développer deux phénomènes largement imprévus – une fracture entre pouvoir et société et les progrès de l'islamisme – qui marquent l'entrée sur un nouveau versant historique.

## **Débats et réorientations**

Dans le même temps, l'histoire anticolonialiste a subi la crise du marxisme et du tiersmondisme, qui a révélé ses faiblesses épistémologiques.

Cette crise a ranimé le débat sur les aspects économiques de la colonisation et de la décolonisation. À l'encontre de la théorie posant l'impérialisme à la fois comme une nécessité pour le capitalisme et comme le facteur majeur du sous-développement du Sud, Jacques Marseille a présenté en 1984 une thèse soutenant que les secteurs de pointe du capitalisme se sont désengagés très tôt de l'Algérie, et que les dépenses croissantes liées à la lutte contre le sous-développement et à la guerre n'ont pu être financées que par les capitaux publics (Marseille, 1989). *Chère Algérie*, titre Daniel Lefeuvre (1996), signifiant par là que le maintien des trois départements a été un « fardeau insupportable pour les finances publiques », qu'il ne profitait qu'à une minorité d'entrepreneurs protégés par la préférence impériale aux dépens des chances offertes aux secteurs les plus dynamiques par le marché mondial. Bref, l'expansion coloniale ne serait en rien le résultat d'un déterminisme économique, et elle ne serait pas, au fond, un épisode central de notre histoire. Thèse sans doute aussi excessive que celle du pillage impérialiste comme clef universelle.

Un renouvellement plus intéressant de ces débats est fourni par les chercheurs britanniques qui ont défini un impérialisme du « free trade » – du libéralisme – conjuguant l'expansionnisme avec un contrôle indirect sur les sociétés dépendantes. On peut en trouver une illustration dans le premier XIX<sup>e</sup> siècle en Méditerranée, où le projet des Saint-Simoniens et le royaume arabe pourraient être considérés comme des variantes de ce système. Que le programme de Napoléon III ait été écarté par les colons d'Algérie, qu'ils aient toujours imposé le leur – malgré le Second Empire, puis Jules Ferry et la gauche en 1936 et 1956... – voilà une contradiction qui rappelle le poids du politique dans l'histoire.

De fait, l'expansion coloniale, ainsi que les difficultés de la décolonisation ne peuvent être dissociées de l'idée de puissance nationale, si importante dans la culture française, qui a associé les dimensions économiques et politiques dans le mythe impérial. C'est sur ce terrain que les travaux récents, comme s'ils étaient libérés de la pression de l'histoire anticolonialiste, ont le plus progressé, soit avec les études de grandes figures tel Lyautey (Rivet, 1988), soit avec celles des artisans militaires de la colonisation (J. Frémeaux).

Du côté du Maghreb, les insuffisances de la théorie de la dépendance appellent à réexaminer le problème des origines du sous-développement et des blocages du développement, de l'absence de bourgeoisie d'entrepreneurs.

Mais c'est surtout *Le désenchantement national* (Hélé Béji) qui a entraîné l'usure des thèmes hérités de la décolonisation et ouvert de nouvelles orientations. Les populations berbérophones, la question berbère, mineures dans le champ scientifique – en dépit de la qualité des travaux des anthropologues et linguistes – durant deux décennies, et qui avaient été traitées par les historiens en fonction de la stratégie coloniale, ont conquis une place, d'abord dans la diaspora en France puis dans certaines universités algériennes. Avec le « printemps de Tizi Ouzou » et la montée de l'islamisme, la longue résistance de « l'éternel Jugurtha », selon la formule de Jean Amrouche, est reprise comme une des composantes de la réalité berbère. Le Rif marocain

présente des analogies avec la Kabylie, mais le tabou de l'unité du pays sous l'autorité de la Monarchie a limité les audaces jusqu'ici.

Autre dossier, les rapports de sexes. C'est en Tunisie d'abord qu'ils ont fait l'objet de recherches sociologiques et historiques, en raison de la précocité du mouvement féministe. L'engagement des femmes algériennes dans la guerre d'indépendance, qui était rapidement tombé dans l'oubli, a été rappelé au moment même où leur condition s'aggravait (Amrane, 1991).

Mais surtout, avec les islamistes, c'est toute la dialectique *Entre nation et djihad* (Carlier, 1995) qui est posée. L'irruption du religieux dans le politique, qui est le fait majeur dans le monde arabe depuis deux décennies, a mis à mal l'hypothèse que Jacques Berque avait placée au centre de son œuvre, le passage des Arabes du sacré à l'historique. De fait, les recherches sur la nation, qui se sont inscrites dans le paradigme de la modernité occidentale en rupture avec l'ethnographie et l'orientalisme, n'ont pas su articuler les diverses dimensions et temporalités de la totalité sociale. Pour l'Algérie, qui est certes un cas extrême, on peut juger des conséquences scientifiques d'après l'inventaire des thèses établi par l'IREMAM. 6 seulement sur 42 portent sur la période antérieure au XIX<sup>e</sup> siècle. On le voit, en l'état des connaissances, il est impossible de lier la longue durée et le temps présent.

Il faut imputer les lacunes de ce bilan aux faiblesses du système d'interprétation. Les modèles de l'école française n'ont pas permis d'aller vers une histoire véritablement globale. La « nouvelle histoire », qui a prévalu à Paris dans les années soixante à travers l'étude du Moyen-Âge et de l'histoire moderne, s'est voulue une histoire des structures et non du changement, très éloignée du politique, et elle n'a guère fourni d'éléments propices à une grille de lecture des effervescences du Tiers Monde. Il faut ajouter que les travaux historiques, peu producteurs de concepts, les ont puisés dans les autres sciences sociales, la sociologie et les sciences politiques, sans toujours les ajuster à leur démarche ni à leur période.

Aussi, ce qu'on a appelé dans les années quatre-vingt, la « revanche de Dieu » a-t-elle réactivé la vieille perception des sociétés musulmanes et suscité la tentation d'un retour de l'historique au sacré, pour paraphraser Jacques Berque. Hier, fond du décor, le religieux tend, aujourd'hui, à envahir tout le terrain. Dans ce mouvement de balancier, le culturalisme, c'est-à-dire la conception de la culture comme une essence identitaire, comme un invariant quasi tellurique revient au premier plan. À la limite, dans cette optique, tout mouvement social serait condamné à retourner au religieux. À la limite aussi, il n'y a pas d'autres relations entre les cultures que la guerre.

Et la Méditerranée apparaît de nouveau comme une des frontières à haut risque du monde. Déterminismes historiques et géographiques se conjuguent, car « L'Islam c'est le désert », c'est l'intérieur des continents. « L'Islam vis-à-vis de l'Occident, c'est le chat vis-à-vis du chien. On pourrait dire un Contre-Occident, avec les ambiguïtés que comporte toute opposition profonde qui est à la fois rivalité, hostilité et emprunt... Il est, à lui seul, l'« autre » Méditerranée, la Contre-Méditerranée prolongée par le désert » (Braudel, 1977). On comprend que le retour de l'éternel islam n'ait pas représenté un

très long voyage dans nos représentations. Dès lors, un politologue pressé, un analyste du temps présent pourront faire l'économie d'un détour par la colonisation et la décolonisation et, s'ils ont le souci des permanences, ils les trouveront dans les longs siècles des orientalistes, dans le choc entre les civilisations. Telle est, assurément, aujourd'hui, la pente principale.

Pourtant, la Méditerranée est depuis des siècles un espace d'échanges. Certes, jusqu'à présent, si l'histoire a été utilisée comme argument méditerranéiste, c'est surtout du côté de l'Andalousie. Mais un réexamen de la colonisation permettrait aussi de rechercher des contacts culturels, des emprunts, des pans d'histoire commune. Il ne s'agit certes pas de proposer une quelconque histoire recolonisée, ou de tenir la balance égale entre avantages et inconvénients de la colonisation, ce qui ne présenterait pas un grand intérêt, mais une histoire qui s'attache par exemple à l'étude des types sociaux résultant de métissages. En effet, si les résistances identitaires sont l'attitude majeure – et une nécessité vitale – de la société dominée (Turin, 1971), on ne peut réduire cent trente ans d'histoire à ce face à face. Comment comprendre sans cela des phénomènes tels que l'émergence d'une culture ouvrière s'appuyant largement sur le modèle français et petit blanc, ou encore la constitution d'une intelligentsia de double culture ?

Les intellectuels maghrébins ont trouvé des horizons universalistes dans la langue française, même si le mouvement nationaliste l'a – non sans raisons – suspectée d'être instrumentalisée par la colonisation. Les écrivains, les élites, ont, dans les années cinquante, mis l'accent sur l'aliénation et l'acculturation, plus que sur son apport libérateur. « Je ne peux pleurer qu'en berbère » soulignait Amrouche, et un Malek Hadad criait sa souffrance de ne pouvoir s'exprimer qu'avec les mots de l'opresseur. Mais les ratages de l'arabisation-islamisation algérienne, le fait que, comme le disait Kateb Yacine, « les ancêtres redoublent de férocité » et, d'autre part, le maintien d'une littérature à la fois nationale et francophone incitent à une relecture du passé colonial. À un effort d'attention envers le *Journal* du très voltairien Mouloud Feraoun, qui affirmait, non sans naïveté, que « l'union franco-musulmane » avait été réalisée dans son École Normale.

Minces élites dans un océan d'analphabétisme, dira-t-on. De même, on pourra se demander de quoi étaient représentatifs les notables levantins des cités cosmopolites vivant de leur rente de situation entre l'Orient et l'Occident. En effet, d'Alexandrie à Beyrouth, les bourgeoisies portuaires du système méditerranéen, les diasporas tissant leurs réseaux de cité en cité ont été évincées par la poussée du pays profond, de même que les villes européennes d'Afrique du Nord ont été submergées par l'intérieur du Maghreb au moment des indépendances. Mais, outre l'intérêt de cette longue coexistence interethnique méditerranéenne, le grouillement humain des ports ne se mesure pas seulement à l'aune des bourgeoisies compradores. C'est l'Oran populaire qui a donné naissance au Raï dans les années trente. Que les jeunes issus de l'immigration aient redécouvert récemment en France l'une des mères fondatrices de cette musique, Reinette, issue du milieu juif, montre bien la capacité des espaces de contact à assurer des fonctions de métissage.

La migration en fournit, en effet, un exemple d'importance. Elle a surtout fait l'objet jusqu'ici d'analyses partielles, du point de vue ou bien des pays d'origine ou bien du pays d'accueil, en fonction de préoccupations politiques et économiques des États nord-africains, ou en termes d'intégration à la société française, beaucoup plus que de sa propre dynamique. Mais les transformations des vingt dernières années, l'éloignement du mythe du retour et l'enracinement, l'apparition des nouvelles générations, le développement aussi d'attitudes xénophobes dans l'opinion française, la mobilisation politique, la visibilité d'un Islam longtemps caché ou ignoré ont entraîné un renouvellement des thématiques.

Les polémiques scientifiques en cours sur la part qu'il faut attribuer aux origines des populations dans l'étude des phénomènes migratoires révèlent les enjeux politiques de ce domaine d'étude ainsi que le désarroi des spécialistes (Le Bras, 1998). Démographes et sociologues travaillant sur l'Hexagone sont en effet mal préparés à ce type de questionnement qui renvoie à un héritage colonial, qui est comme l'inconscient de nos sciences sociales. Un exemple involontaire est fourni par la revue *L'Histoire*, qui dans son numéro de février 1999, « 50 ans d'immigration », décline ethnies dans toutes ses variantes sans en fournir une définition. Fernand Braudel échappait-il aux ambiguïtés quand, dans *L'Identité de la France*, il relevait que « la France est confrontée à un problème colonial, mais cette fois planté à l'intérieur d'elle-même » ? Michèle Tribalat, pour son enquête sur l'intégration, reprend des éléments de l'ethnologie considérés comme obsolètes sans en faire la critique (Tribalat, 1995). Dans *L'Histoire de la population française* dirigée par (Dupâquier, 1988) un démographe présente le « *jus religionis* » comme une conception de l'identité musulmane incompatible avec l'identité française. Paradoxalement, les historiens spécialistes à la fois du Maghreb et de l'immigration n'ont contribué que tardivement au débat. Peut-être parce que, préoccupés avant tout par l'étude des nationalismes dans l'immigration à l'époque coloniale, du nationalisme algérien en particulier, ils ont perçu cette migration comme un appendice de l'histoire de l'Algérie. Aujourd'hui, ce sont les « enfants illégitimes » comme le disait A. Sayad, le malaise des jeunes issus de l'immigration et celui de la société française qui préoccupent.

Ces incertitudes du présent incitent, en réaction, certains chercheurs à redécouvrir ou à découvrir les itinéraires des passeurs de sociétés et de cultures. Le numéro de *L'Annuaire de l'Afrique du Nord* de 1991 a montré que la marginalité pouvait apprendre beaucoup sur le Maghreb dominant. Encore, les apostats (ou convertis), les couples dits mixtes et leurs enfants, les militants communistes européens ou les prêtres ralliant les mouvements de libération nationale ne se réduisent-ils pas à la marginalité. S'ils sont en nombre infime certes, si leur voyage à travers les frontières et les interdits est le fait de personnalités hors du commun, cet itinéraire n'est pas seulement une saga individualiste. Il s'inscrit dans une épaisseur sociale. On l'a bien montré par exemple à propos de l'engagement de Juifs dans le mouvement des droits de l'homme, dans la SFIO, puis de leur radicalisation dans les PC, mais d'autres cheminements pourraient être explorés. Ainsi, l'expérience du contact avec la société colonisée dans certains quartiers populaires, ou celle des instituteurs des écoles du « bled », a-t-elle été propice aux solidarités.

Peut-être, à recenser tout ce qui n'entre pas dans les catégories de l'ordre colonial ou national, aboutirait-on à une constatation : les métissages, s'ils sont frappés d'interdit, s'ils sont réprouvés par les communautés autour de la Méditerranée, ont toujours eu une importance non négligeable. Avec le recul, avec la prise de conscience de la gravité des dérives identitaires, la dénonciation, voire la répudiation des mélanges, lors des années des décolonisations, par ceux là même qui en étaient les fruits – les Amrouche, Memmi, etc. – paraissent une opportunité historique malheureusement avortée. Peut-être, y aurait-il beaucoup à apprendre d'une recherche sur ces hommes frontières et sur les ostracismes dont ils ont été victimes, sur l'impossibilité d'être qu'ils ont éprouvée. Aujourd'hui, l'attention prêtée aux individus, aux biographies, est propice au réexamen de ce dossier.

Mais, dans tous les cas, il est certain que l'avenir de l'historiographie de la période coloniale et des décolonisations sera fonction de sa capacité à faire sens pour les sociétés concernées.

Aussi, une réflexion sur le placement social de la connaissance historique s'impose-t-elle.

### **Problèmes de placement social**

Si toutes les sociétés ont un problème de mémoire, la société française a une sensibilité particulière au poids des grands souvenirs, ou, au contraire, à un « passé qui passe mal » (Stora, 1991 ; Lindenberg, 1996). Le procès de Bordeaux, où Maurice Papon a été condamné pour complicité de crimes contre l'humanité, l'a confirmé, ainsi que les désaccords entre les tenants du « devoir de mémoire » et ceux qui prônent la nécessité de l'oubli.

L'intervention du Premier ministre, le 11 novembre 1998, sur les fusillés de 1917, après les prises de position officielles sur les responsabilités françaises dans les persécutions antisémites, montre aussi le poids de l'État dans la construction de la mémoire collective. C'est lui, en effet, qui a établi un consensus sur un panthéon savamment élaboré par la III<sup>e</sup> République. Mais la guerre d'Algérie n'a pas été intégrée à ce modèle et, pour elle, c'est le silence qui a prévalu. D'où ce mal de mémoire.

Certes, l'éloignement dans le temps joue. Les urgences politiques de l'histoire immédiate, qui dominaient les acteurs et les observateurs, s'effacent, et le travail de deuil fait son œuvre. Mais cette prise de distance n'obéit pas à un mouvement linéaire, car la mémoire c'est du passé composé par le présent et pour le présent. Notre époque, où tout paraît aller si vite en direction de l'avenir, est aussi celle de retours de passé. Assurément, cela joue à propos de la période coloniale. Les décolonisations sont l'objet de guerres acharnées entre des minorités fortement impliquées – OAS, Pieds noirs, Harkis –, anticolonialistes, immigrés, guerres d'autant plus actives que c'est l'amnésie officielle qui a prévalu jusqu'ici. C'est seulement à la fin de l'année 1998 qu'une plaque, employant pour la première fois la formule taboue guerre d'Algérie, a été apposée sur l'Arc de Triomphe. S'il n'y a pas eu d'humiliation militaire analogue à celle de Dien Bien Phu, il y a eu l'humili-

liation de la défaite politique, qui n'en est que plus amère, la disparition de trois départements et l'exode d'un million de nationaux. Il y a eu aussi la guerre franco-française, qui a rappelé les pires souvenirs, dont ceux, encore proches, de 1940-1944. Enfin, cette guerre a été sale pour toutes les parties : ratonnades et horreurs de l'été 62 à Oran, attentats OAS et fusillade de la rue d'Isly, torture contre les militants algériens et massacres des messalistes et des harkis, bataille d'Alger et Melouza. Et puis, octobre à Paris...

L'amnésie de l'État, qui a été assortie d'une série de mesures d'amnistie, dont l'ampleur et la rapidité sont sans équivalent, a eu des effets directs sur le travail historique. Le délai de trente ans, prévu par la loi de 1979 pour l'accès aux documents des archives, est en fait prolongé à soixante ans et bien au-delà pour les questions jugées sensibles. Jusqu'ici, les mesures facilitant la consultation des dossiers de Vichy n'ont pas été étendues à ceux des décolonisations. Il faut ajouter que des documents fondamentaux ont disparu. Ces disparitions dépassent parfois l'accidentel, et paraissent avoir été organisées. Tel est le cas pour la bataille d'Alger : une circulaire du général Massu sur la torture paraît introuvable. Tel est le cas, surtout, à la Préfecture de police de Paris, où les « lacunes » concernent les archives de services entiers, ceux en charge de la surveillance de la population immigrée et de la lutte contre le FLN. En l'état des fonds, il est devenu presque impossible d'établir les faits avec précision. En outre, le système des dérogations permettant des autorisations de consultation porte de tels effets pervers qu'il appelle une clarification. Les conditions d'attribution de ce qui est trop souvent un privilège et non un droit manquent de transparence. Elles instaurent, dans tous les cas, un dysfonctionnement dans le milieu des spécialistes en introduisant la suspicion sur les conditions et les motifs de telle ou telle faveur.

Outre les problèmes des archives, les historiens qui travaillent sur un passé récent sont confrontés aux diverses mémoires collectives et aux acteurs. Ils ont donc à s'interroger sur leurs relations avec ceux qui ont fait l'histoire avant qu'eux mêmes ne l'étudient. À cet égard, deux attitudes s'opposent. Les uns tiennent à s'éloigner de l'agora ou du forum, s'inquiètent du risque de voir jouer la « mémoire contre l'histoire » selon une formule de F. Bedarida (*Esprit*, 1993, n° 193) et refusent ce qu'ils considèrent comme une confusion des genres. Mais on ne saurait ignorer les fonctions sociales de l'histoire et l'impossibilité pour elle de se dire étrangère à sa société. Il est non moins évident que l'historien se voulant le porte-mémoire d'un groupe verse volontiers dans le récit victimiste ou héroïque. À la vérité, les historiens du Maghreb ont peu réfléchi sur ces questions et sur des enjeux actuels considérables. En effet, les jeunes des banlieues qui se livrent aux violences urbaines, les « enfants illégitimes », qui ne se retrouvent ni dans la mythologie du nationalisme algérien ni dans notre histoire nationale, nous interpellent sur ce passé algérien qui ne passe pas.

Mais les enjeux de mémoire ne pourront pas être assumés de manière cohérente si la colonisation et la décolonisation demeurent à la marge des études historiques françaises. Dans la *Bibliographie annuelle de l'histoire de*

*France*, la part des titres portant sur le monde arabe ne dépassait pas 1,2 % en 1985, proportion comparable à celle des années soixante. C'est seulement en 1994 que les programmes des concours de recrutement des professeurs d'histoire-géographie, CAPES et agrégation, ont retenu pour la première fois une question sur « l'Europe et l'Afrique de 1914 aux années soixante-dix ». Tout en regrettant le caractère européocentrique de cet intitulé, on doit souligner qu'il a permis à deux promotions d'enseignants d'aborder enfin une partie des rivages exotiques au delà desquels vivent les trois quarts de l'humanité. Le sujet de la dissertation qui a été posée à l'agrégation – l'année 1956 en Afrique – exigeait l'étude de la nationalisation du canal de Suez, de l'indépendance du Maroc et de la Tunisie, de la bataille d'Alger et, plus profondément, de la mobilisation des sociétés dans les mouvements nationaux. En dehors de ce cas jusqu'ici unique, les interrogations de l'épreuve de hors programme à l'agrégation concernent les aires culturelles non européennes dans 7 % des cas en moyenne, dont la moitié sur le monde arabe et musulman. Une douzaine de questions, bon an mal an, sur 300 environ, il est certain que cela n'incite pas les étudiants à y investir un peu de leur temps.

Ces lacunes de la formation des enseignants se retrouvent dans les programmes scolaires. L'histoire non européenne y avait fait son entrée sous l'effet des décolonisations et sur la vive insistance de l'UNESCO. Les grandes civilisations y étaient donc abordées, et, à partir de 1983, avec l'intégration de l'histoire du temps présent, les décolonisations et la guerre d'Algérie s'y sont ajoutées. L'Algérie n'est pas un sujet tabou au bac, puisqu'elle a fait l'objet de 11 questions en 1986, même si l'analyse par académies montre qu'il s'agit rarement des plus importantes. Mais dans les programmes en vigueur en terminale depuis 1998 et couvrant la période de 1939 à nos jours, l'introduction de la seconde guerre mondiale a entraîné une diminution de la part des décolonisations. De manière plus grave peut-être, les civilisations non européennes ont disparu des programmes, à l'exception de l'islam, qui n'a été retenu qu'en raison de son tête à tête avec l'Occident chrétien au Moyen-Âge. On pourra donc être bachelier – et agrégé – sans jamais avoir entendu parler de la Chine ni de l'Inde... et en sachant confusément qu'il existe un monde arabe.

Le bilan est moins insatisfaisant au niveau de la recherche. Celui qui avait été établi lors de la création de l'AFEMAM voici dix ans reste vrai dans ses grandes lignes. Il avait permis de recenser 85 chercheurs ayant une formation d'histoire, à quoi s'ajoutaient autant de civilisationnistes sur 500 domiciliés dans l'aire culturelle. Effectifs bien supérieurs à ceux des géographes (75) et des sociologues (60). L'inventaire des thèses effectué par l'IREMAM pour les années 1972-1987 compte 317 titres en histoire, soit 6,5 % du total. Si l'on considère le tableau des directions de thèses en histoire contemporaine dressé par Gérard Noiriel, plus de 500 d'entre elles ont été assurées par des spécialistes de la colonisation (Noiriel, 1998).

Mais ce tableau doit être assorti d'une constatation moins réjouissante : les acquis réalisés dans notre domaine n'ont guère d'écho dans la discipline. Quel historien de l'Hexagone pourrait bien éprouver le besoin de lire les

travaux de ses collègues spécialistes de la colonisation et du monde arabe, pour y puiser comparaisons, problématiques et méthodes? Gérard Noiriel impute cela au contenu « classique » (euphémisme pour conservateur), évènementiel, de cette histoire peu conceptualisée. Sans doute y a-t-il du vrai. Mais il faudrait ajouter que l'enfermement de l'école historique française dans les limites de la nation la prépare mal à un échange épistémologique avec les recherches portant sur d'autres sociétés. Du côté des spécialistes du tiers monde, l'attrait de la pluridisciplinarité avec l'économie et la sociologie, autour desquelles s'est constitué le champ d'étude développementaliste, a contribué aussi à cette dérive. Les affinités entre histoire et orientalisme et les exigences de l'apprentissage des langues pour le monde musulman et arabe, les allures parfois initiatiques de l'intimité avec l'aire culturelle vont dans le même sens.

Enfin, passés les engouements tiersmondistes, les problèmes qui se posent ailleurs que chez nous ne rencontrent guère l'intérêt de l'intelligentsia française. Au fond, l'histoire coloniale n'a trouvé de place dans notre culture, y compris notre culture scientifique, que quand elle s'y fondait avec l'histoire de la nation. Dans *Les lieux de la mémoire* de Pierre Nora (1997), elle n'apparaît qu'à l'occasion de l'exposition coloniale de 1931, comme une illustration du fait que « la France devenue puissance moyenne reste grande par son histoire ». S'il est vrai que « c'est nous que nous vénérons à travers notre passé », on comprend que les épisodes négatifs soient voués à l'oubli (*La Nation*, p. 658; *La République*, p. XXXI).

Cette propension au culte du passé explique un certain regain du temps des colonies dans une littérature touchant un large public. Aventures, exotisme et érotisme peuvent s'y mêler à un goût du panache, et, souvent, à un retour d'innocence. Comme pour la nostalgie des Pieds noirs, le temps fait son œuvre, et l'outre-mer fournit ainsi à la fois dépaysement et grands souvenirs. En 1990, le premier festival cinéma et histoire de Pessac, organisé par la revue *L'Histoire*, consacré aux colonies, s'interrogeait : Faut-il avoir honte de la colonisation? La réponse était déjà dans la question.

Certains fustigeront ce révisionnisme, d'autres se féliciteront de ce que l'on en finisse avec la mauvaise conscience anticolonialiste. Peut-être faut-il dépasser ce débat et s'interroger plutôt sur les rapports étroits, sur les liens noués entre République et colonisation. C'est pour une bonne part l'œuvre coloniale de la III<sup>e</sup> République qui a facilité le ralliement au régime de milieux hostiles comme l'armée et l'Église. On pense au toast de Lavignerie et au rôle de Lyautey lors des fastes de 1931. Dans les temps difficiles, l'Empire fournit un repli, apparaît comme un recours, aussi bien pour Vichy que pour la Résistance. Et à la Libération, il est – comme à l'époque de Jules Ferry – une composante de la grandeur nationale. C'est le gouvernement du Front républicain de 1956 qui s'engage dans l'affaire de Suez et s'enlise en Algérie, avant que la IV<sup>e</sup> République n'en meure. La vulgate nationale et impériale, qui a eu force de loi dans nos écoles un siècle durant, ne facilite pas une démarche historique critique tout en en prouvant la nécessité.

Il s'agit là de vieilles lunes dira-t-on. De fait, la mondialisation en cours, résultat d'un processus pluriséculaire engagé par l'expansion de l'Occident, et qui devrait donc inciter à introduire dans notre univers mental la connaissance des sociétés et des civilisations que nous avons entraînées dans notre mouvement, qui devrait entraîner l'intégration de notre passé colonial, n'est perçue que sous les traits d'une fuite en avant de la modernité triomphante. Le numéro de novembre 1998 de la revue *L'Histoire*, dressant un « bilan du siècle » ne consacre en tout et pour tout au tiers monde qu'une demi-page. Encore s'agit-il de la question démographique dans les pays sous-développés, angle de vision déformant et appauvrissant du « one world » en gestation.

Comment donc redéfinir une histoire qui fasse sens à la fois pour nous et pour les sociétés du Sud ? Sa véritable vocation ne serait-elle pas, désormais, d'expliquer et de faire comprendre à la fois la pluralité des types d'historicité, dont l'Occident n'est qu'un cas parmi d'autres, et le nouveau phénomène qui s'accélère depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, l'unification du monde. Ce phénomène introduit une part grandissante d'Occident dans les autres sociétés, comme il introduit une part de l'Autre dans les sociétés naguère coloniales.

Explorer le devenir d'une modernité contradictoire, mais destin commun de populations de plus en plus interdépendantes, ce serait contribuer à des solidarités plus que jamais nécessaires. Ni retour à l'innocence, ni mauvaise conscience mais travail de mémoire : les remontées des racismes et des xénophobies confirment que, dans un monde européen et un monde arabe aussi chargés de mémoires, où les mémoires ont une telle charge, tout non-lieu d'histoire est redoutable.

## Références bibliographiques

### *Travaux universitaires*

- AGERON Charles-Robert, 1990, *Les Algériens musulmans et la France*, PUF.  
 – 1968, *Histoire de l'Algérie contemporaine, Que sais-je ?*, Paris, PUF.  
 BERQUE Jacques, 1989, *Le Maghreb entre deux guerres*, Paris, Gallimard, 1962.  
 BOURDIEU Pierre, 1962, *Travail et travailleurs en Algérie*, Paris, Mouton.  
 BOURDIEU Pierre, SAYAD Abdelmalek, 1977, *Le déracinement*, Editions de Minuit.  
 BRAUDEL Fernand, 1977, *La Méditerranée*, Arts graphiques.  
 CARLIER Omar, 1995, *Entre nation et Djihad. Histoire sociale du nationalisme algérien*, Paris, FNSP.  
 COLONNA Fanny, 1975, *Instituteurs algériens (1883-1939)*, Paris, FNSP.  
 CHAPEU Sybille, 1996, *Trois prêtres et un pasteur dans la guerre d'Algérie*, Université de Toulouse.  
 COURRIÈRES Yves, 1968-1971, *La guerre d'Algérie*, Paris, Fayard, 4 vol.  
 DUPAQUIER Jacques, 1988, *Histoire de la population française*, Paris, PUF, 4 t.  
 DUVAL (Cardinal), 1984, *Evêque en Algérie. Entretiens avec Marie-Christine Ray*, Le Centurion.  
 ETIENNE Bruno, 1968, *Les Européens d'Algérie et l'indépendance algérienne*, Paris, CNRS.

- FRÉMEAUX Jacques, 1977, *Les Bureaux Arabes dans la province d'Alger (1844-1856)*, Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Toulouse.
- 1993, *Les bureaux arabes dans l'Algérie de la conquête*, Paris, Denoël.
- 1997, *L'Afrique à l'ombre des épées (1830-1930)*, Paris, Publication au JHAT.
- GALLISSOT René, (s.d.), 1937, *Abd el-Krim et la guerre du Rif*, Maspero, 1976.
- *Maghreb, Algérie, classes et nation*, Arcanthere, 1987.
- GEMDEV, 1991, *Tiers monde qu'en savons-nous ?*, Paris,
- GIRARDET Raoul, 1972, *L'idée coloniale en France de 1871 à 1962*, Paris, La Table Ronde.
- HAMON Hervé, ROTMAN Patrick, 1981, *Les porteurs de valise. La résistance française à la guerre d'Algérie*, Paris, Seuil.
- HARBI Mohammed, 1980, *Le FLN, mirage et réalité. des origines à la prise du pouvoir (1945-1962)*, Paris, Editions Jeune Afrique.
- IREMAM, 1990, Institut du Monde Arabe, *Le monde arabe et musulman au miroir de l'Université française*, 4 vol.
- JORDI Jean-Jacques, 1962, *L'arrivée des Pieds Noirs*, Autrement.
- JULIEN Charles-André, 1964, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, PUF; 1952. *L'Afrique du Nord en marche, nationalisme musulman et souveraineté française*, Julliard.
- KEMP Percy, 1980, « Désapprendre l'orientalisme », *Arabica*, « Orientalistes éconduits, orientalisme reconduit », *Arabica*.
- LE BRAS Hervé, 1998, *Le démon des origines, démographie et extrême-droite*, Ed. de l'Aube.
- LEFEUVRE Daniel, 1996, *Chère Algérie*, Société Française d'Histoire d'Outre-Mer.
- LELONG Michel, 1970, *La rencontre entre l'Eglise catholique et l'Islam en Tunisie de 1930 à 1968*, Thèse.
- LIAUZU Claude, 1978, *Salariat et mouvement ouvrier en Tunisie des origines à la crise*, Thèse, Nice, 1985. *Salariat et mouvement ouvrier en Tunisie. Crises et mutations (1931-1939)*, Editions du CNRS, 1978; *Les intellectuels français au miroir algérien*, Centre de la Méditerranée, Nice.
- LINDENBERG Daniel, 1996, « Guerres de mémoires en France », *Vingtième siècle*, n° 42.
- MANCERON Gilles, REMAOUN Hassan, 1992, *D'une rive à l'autre. La guerre d'Algérie de la mémoire à l'histoire*, Syros.
- MARSEILLE Jacques, 1989, *Empire colonial et capitalisme français. Histoire d'un divorce*, Paris, Seuil.
- MASSU Jacques, 1971, *La vraie bataille d'Alger*, Paris, Plon.
- MEYNIER Gilbert, 1979, *L'Algérie révélée. La guerre de 1914-1918 et le premier quart du XX<sup>e</sup> siècle*, Nice.
- NOIRIEL Gérard, 1998, *Qu'est-ce que l'histoire contemporaine ?* Paris, Hachette.
- NORA Pierre (dir.), 1997, *Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 3 vol.
- NOUSCHI André, 1962, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises*.
- PERVILLE Guy, 1984, *Les étudiants algériens de l'Université française (1880-1962)*, Paris, CNRS.
- REY-GOLDZEIGER Annie, 1977, *Le royaume arabe. La politique algérienne de Napoléon III (181-1870)*, Alger, SNED.
- RIOUX Jean-Pierre (dir.), 1990, *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard.
- RIOUX J.P. et SIRINELLI J.F. (dir.), 1991, *La guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe.
- RIVET Daniel, 1988, *Lyautey et l'institution du protectorat marocain*, Paris, L'Harmattan; « Le fait colonial et nous », *Vingtième siècle*, mars 1992.
- RODINSON Maxime, 1972, *Marxisme et monde musulman*, Paris, Seuil.
- SEBAG Paul, 1996, *Histoire des Juifs de Tunisie*, Paris, L'Harmattan.

- SHAT (Service historique des armées), 1989 et 1999, *La guerre d'Algérie par les documents*, 2 vol., coordination, Jean-Charles Jauffret.
- SRAIEB Nourredine, 1995, *Le Collège Sadiki*, Paris, CNRS.
- STORA Benjamin, 1991, *La gangrène et l'oubli. Mémoire de la guerre d'Algérie*, Paris, La Découverte.
- TRIAUD Jean-Louis, nov.-déc. 1998, « L'Islam vu par les historiens français », *Esprit*.
- TRIBALAT Michèle, 1995, *Faire France*, Paris, La Découverte.
- TURIN Yvonne, 1971, *Affrontements culturels dans l'Algérie coloniale. Ecole, médecine, religion (19830-1881)*, Paris, Maspéro.
- VALENSI Lucette, 1969, *Le Maghreb avant la prise d'Alger*, Paris, Flammarion,
- VIDAL-NAQUET Pierre, 1983, *La torture dans la République*, 2<sup>e</sup> éd., La Découverte-Maspéro; 1989, *Face à la raison d'État. Un historien dans la guerre d'Algérie*, La Découverte.

### *Témoignages*

- BÉNABOU Marcel, 1997, *Jacob, Menahem et Mimoun. Une épopée familiale*, Paris, Seuil.
- BERQUE Jacques, *Mémoires des deux rives*, Paris, Seuil.
- CAMUS Albert, 1994, *Le premier homme*, Paris, Gallimard.
- FNACA, 1987, *Témoignages (1952-1962). La guerre d'Algérie, les combats du Maroc et de Tunisie*.
- GAUTIER Emile-Félix, 1937, *Le passé de l'Afrique du Nord. Les siècles obscurs*, Paris, Payot.
- LABRO Philippe, 1991, *Des feux mal éteints*, Paris, Gallimard.
- MANDOUZE André, 1998, *Mémoires d'outre-siècle*, Viviane Hamy.
- MASSU Jacques, 1971, *La vraie bataille d'Alger*.
- MEMMI Albert, 1966, *Portrait du colonisé*, Paris, J.J. Pauvert, 2<sup>e</sup> édition.
- PEREZ Jean-Claude, 1992, *Commandos delta*, Ed. du Camelot.
- SCOTTO Jean, 1993, *Curé pied noir, évêque algérien*, Desclée de Brouwer.
- VIDAL-NAQUET Pierre, 1998, *Mémoires, 2, 1955-1998*, Paris, Seuil, La Découverte.
- VITTORI Jean-Pierre, 1977, *Nous, les appelés d'Algérie*, Paris, Stock.